

Le plus fort tirage de la Loire aux Pyrénées

Service publicité : 10, rue Porté-Dijeaux, Bordeaux.

Siège social : 8, rue de Cheverus - BORDEAUX

Téléphone 90.92.72 - 44.84.66 - Code postal 33000

1 F Espagne : 18 pesetas

FOOTBALL

Le Suisse  
Jeandupeux  
aux Girondins  
TENNIS  
La France  
mène (2-0)  
devant  
la Yougoslavie

31<sup>e</sup> ANNÉE n° 9542

SAMEDI

24

MAI

1975

Saint Donatien

Soleil ..... 5 h 36  
Coucher ... 20 h 33  
P. L. .... 1e 35

**Brandt**

PREMIER PRODUCTEUR FRANÇAIS D'APPAREILS MÉNAGERS

DISTRIBUTEUR EN GROS  
**COMPTOIR DU SUD-OUEST**  
51-53, bd du Président-Mitterrand - Tél. 90.81.35  
Exposition et vente : 75, rue Georges-Bonnet - BORDEAUX - Tél. 52.84.55



## Portugal : Epreuve de force entre les partis et l'armée

### Gouvernement militaire envisagé en cas d'échec de l'ultime conciliation entre socialistes et communistes

(VOIR EN TROISIÈME PAGE.)

## Mario Soares n'était pas au rendez-vous de Latche...



Le soleil était au rendez-vous des partis socialistes européens à Latche. Mario Soares n'avait pu venir, retenu, comme on s'en doutait, à Lisbonne. Autres agents de marque : Francisco Di Martino, occupé par des soucis électoraux, et Andronis Popandriou.

Avec un peu de retard — les repas ne sauraient être trop courts dans les Landes — François Mitterrand et ses hôtes — Gaston Defferre notamment pour la délégation française — mettaient l'ordre du jour au point dans la grange transformée en salle de conférences. « Il s'agit, a dit le premier secrétaire du Parti socialiste, d'examiner les problèmes qui nous sont propres, mais ce n'est qu'une réunion préparatoire et officieuse, et nous ne sommes tenus à aucune obligation. »

Le Portugal sera une question parmi d'autres, mais évidemment importante, cette situation ne pouvant laisser les socialistes indifférents, a dit encore François Mitterrand, avant de conclure : « Il est vrai que les relations entre socialistes et communistes dans nos pays présentent des similitudes, mais les situations sont variables et c'est pourquoi une concertation est nécessaire entre nous. »

(Photo - S.O. - ; op. Michel André.)

(VOIR EN DEUXIÈME PAGE.)



L'image

de marque

REVOLUTION : « CHANGEMENT BRUSQUE ET VIOLENT dans la lutte économique, sociale ou politique d'un État ».

En feignant délibérément d'ignorer la définition du Petit Larousse, en estimant possible un changement radical EN DOUCEUR dont les partis seraient la cheville ouvrière, les militaires portugais relevaient un audacieux pari. Ils ne l'ont pas perdu, pas encore, mais l'épreuve de force décisive à laquelle ils sont confrontés leur laisse peu d'espoir de réussir.

Pour avoir (sans arrière-pensée ?) joué d'emblée le jeu de la démocratie, pour avoir, dans l'euphorie de la victoire, donné libre cours aux joutes politiques — et politiciennes — des états-majors civils impénitents, les voici aujourd'hui face à l'inévitable escalade.

C'était écrit, inéluctable, dès le soir du 25 avril, en filigrane du raz de marée socialiste qui rejetait les communistes — et l'aile dure du M.F.A. — dans une sorte de ghetto.

Fallait-il laisser carte blanche à la coalition social-démocratique toute puissante sur le papier, mais en réalité hétéroclite, laisser la Révolution s'embarber à la remorque de ce qui n'est que « programme commun », qu'une majorité silencieuse, avide de changement certes, mais aussi et surtout soucieuse d'éviter les affrontements ?

Fallait-il, au contraire, en dépit du verdict des urnes, garder la ligne pure et dure des premiers jours, et, s'appuyant sur la minorité communiste agissante, déborder cette masse attentiste pour atteindre (au besoin, malgré elle) le véritable point de non-retour ?

Le M.F.A. (Mouvement des forces armées), a choisi la seconde hypothèse. Il escomptait que Soares et ses amis, aspirés par la dynamique révolutionnaire, ne succomberaient pas au vertige électoral. Or, il se trouve que les socialistes, forts de leur score inespéré, entendent jouer dès aujourd'hui le rôle que parait leur destiner le soutien théorique des masses.

Piégés par ces élections prématurées, les militaires — au demeurant en proie à des tiraillements internes et harcelés par le Parti communiste — n'ont, semble-t-il, désormais d'autre choix que de poursuivre leur marche forcée sans tenir compte des déflections, fussent-elles aussi redoutables que celle de Mario Soares.

Au plan intérieur, c'est se couper du soutien affectif du pays et risquer des troubles sociaux. L'armée descendra dans la rue, veillera à la marche des usines, quadrillera sans problème les villes avec la complicité du Parti communiste, dont c'est incontestablement le jeu. Habités à courber l'échine, les Portugais n'auront d'autre choix que de suivre ses directives en attendant des jours meilleurs. Seul l'état-major socialiste se réfugiant dans l'opposition se démarquera du régime tout en préservant l'avenir.

Mais c'est surtout au plan extérieur que les difficultés du M.F.A. commencent. Soucieux de son crédit international, il multiplie les assurances en direction du Maroc communiste et, fort du soutien de la gauche dans les pays de la C.E.E., pouvait espérer l'aide morale et financière des nantis du vieux continent.

Le retrait probable de Soares du gouvernement portugais va ternir le blason de Lisbonne et doter abusivement le pays du label des « dictatures militaires ». On peut compter à cet égard sur la surenchère des socialistes dans toute la Communauté.

L'affaire du « Republica » aurait pu n'être qu'une péripétie. Elle a pris valeur de symbole au préjudice des parties en présence. Prisonniers de leur image de marque, socialistes et militaires ne peuvent désormais reculer. Une nouvelle ère difficile s'ouvre sans doute pour le Portugal. Il n'est pas aisé d'innover en matière de révolution, même lorsque, apparemment, on dispose de tout le poids des forces armées et du consensus du pays.

Franck Capdeville.

## TERRORISME

### Menaces de mort contre Lecanuet

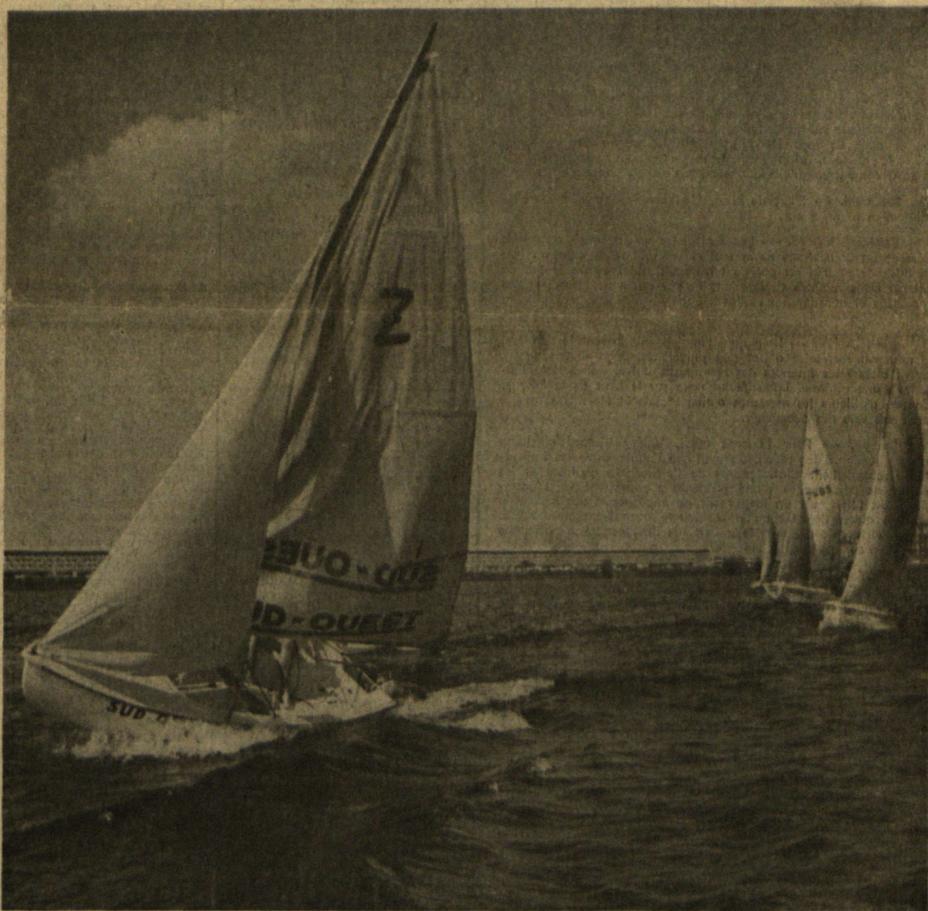
(VOIR EN QUATRIÈME PAGE.)

## Un avion de tourisme disparu depuis mardi entre Madrid et Biarritz

### avec trois occupants dont un Landais et un Lot-et-Garonnais

UN avion de tourisme est porté disparu depuis dimanche. On a perdu sa trace entre Madrid et Biarritz, où il devait atterrir vers 15 heures. Malgré toutes les recherches, on n'a pas retrouvé l'avion, qui avait trois personnes à bord, dont un Landais et un Lot-et-Garonnais.

(VOIR EN DERNIÈRE PAGE.)



La Foire de Bordeaux est inaugurée ce matin par M. Vincent Anquet, ministre du commerce et de l'artisanat. Sur le lac, voisin du Parc des expositions, évolueront pendant huit jours ces voiliers portant le nom de « Sud-Ouest ». A l'issue de la grande manifestation commerciale ils regagneront leurs bases, le long du littoral atlantique, où ils seront utilisés par les M.N.S. dans des missions de sauvetage.

(Photo S.O.F., op. Vincent Olivier.)

(VOIR EN DERNIÈRE PAGE.)

## ELECTROVISION

Foire de Bordeaux - Hall 7

REPREND VOTRE ÉLECTROPHONE de 400 à 500 F minimum pour l'achat d'une

CHAÎNE HI-FI

Magasin à Bordeaux - 4, rue Montesquieu

En raison d'un arrêt de travail d'une partie du personnel des ateliers

« Sud-Ouest Dimanche » ne paraîtra pas demain

Nous demandons à nos lecteurs de nous en excuser

PRIX SPECIAUX sur toutes nos bagues-diamants à l'occasion de la FÊTE de MÈRES

horlogerie-bijouterie de L'ÉTOILE

27, 29, 31, RUE 5<sup>ÈME</sup> CATHERINE - Tél. 48.63.95 - 52.57.01 - B.X.

Notre puissance d'achat justifie nos prix, sachez en profiter !

## 30 MORTS, 150 BLESSÉS

### Ministère de généraux à Beyrouth où les combats font rage depuis cinq jours

LES combats qui opposent phalangistes et fedayin depuis le 18 mai à Beyrouth ont repris, hier matin, après quelques heures de trêve. Le bilan de ces affrontements s'éleva déjà à 30 morts et 150 blessés.

Face à cette situation, le président libanais, Solsiman Franjié, a décidé hier soir de former un gouvernement composé en majorité de militaires.

(VOIR EN PAGE 3.)

soyez prudent dans vos achats...

CATALOGUE COULEUR GRATUIT SUR DEMANDE

G.M.E. sanitaire

c'est une gamme toujours disponible de sanitaire, robinetterie et carrelage pour

- la salle de bains
- la salle d'eau
- la cuisine avec les meubles à vos mesures prêts à emporter

ouvert de 9H à 12H - 14H à 18H30 (ouvert le samedi)

SALLE DE BAINS DE COULEUR

Prépas Pullman TP

Émaillée au Titane

970 F

LES 4 PIÈCES NEUVE TVA INCLUSE

ALLASSAC (19 Carrières) 18 km de Brive - Tél. BRIVE (52) 24.92.52



**DISSUASION (FORCE DE).** — Forme moderne, remise au goût du jour nucléaire, de l'expression militaire: montrer sa force pour ne pas avoir à s'en servir.

**DIX-HUIT ANS (MAJORITÉ A).** — Loi du 5 juillet 1974, espérée depuis vingt-huit ans par tous les partis politiques. Du moins dans les discours électoraux, car les droits civils et civiques des jeunes inspiraient quelques inquiétudes aux policiers. On craignait qu'ils ne votent trop à gauche, qu'ils ne se marient plus jeunes, qu'ils ne dilapident leur argent et d'autres horreurs. A la vérité, le peu de responsabilités qu'on leur laisse dans la société les incite peu à user de leurs nouveaux droits civils (surtout quand les parents tiennent la bourse). Leur vote a été proche de celui des adultes aux législatives partielles de septembre 1974. Peut-être y aura-t-il des surprises en 1977...



**ECOUTES (téléphoniques).** — Une des premières mesures du gouvernement Giscard (conseil des ministres du 29 mai 1974): les écoutes téléphoniques, commente M. Poniatowski, ne concerneront désormais que la grande criminalité et la sécurité de l'Etat. La décision de les supprimer dans tous les autres cas a dû être d'autant plus facile à prendre car — selon M. Pompidou — elles n'existaient pas.

**ELECTIONS.** — Municipales, cantonales, sénatoriales, législatives, présidentielles: elles se préparent dès l'instant où l'on vient d'être élu, réélu... au même battant. On rêve toujours aux élections.

**ELYSEE.** — Palais officiel. Adresse: rue du Faubourg-Saint-Honoré, dans un quartier réputé pour ses boutiques de luxe. Sous Georges Pompidou, l'Elysée s'appelait « le Château ». V.G.E., qui lui a redonné son nom, a installé sa famille dans une demeure voisine de cette « prison dorée ».

**EMPLOI.** — Un million de Français n'en ont pas ou risquent d'en être privés. Il n'en reste pas moins que ceux qui en ont un demandent à la quitter, au plus tard, à l'âge de 60 ans.

**E.N.A.** — En sortir! Comme un C.E.T. produit des menuisiers, des électriciens ou des ajusteurs-fraiseurs, l'E.N.A. forme des O.S. de la politique et de l'administration. Ils constituent l'une des forces de l'empire giscardien. Leur pouvoir est fondé, principalement, sur la complexité des systèmes qu'ils ont inventés et dont ils sont les seuls à savoir percer les mystères. L'E.N.A. prépare, c'est incontestable, de bons médecins. Il reste à démontrer qu'elle donne aussi de bons pilotes.

**ENERGIE.** — Sujet de crise, bien que Valéry Giscard d'Estaing n'en manque pas.

**ESPACES VERTS.** — Les écologistes voient rouge quand ils passent au bleu. Mais entre eux et les urbanistes c'est un peu la lutte désespérée du pot de terre (culti-vable) contre le pot de béton. Dans maintes déclarations et par quelques votes — vote sur berge et quartier des Halles à Paris — V.G.E. a montré qu'il était le défenseur suprême des E.V.

**ETUDIANTS.** — Ils mangent mal depuis la rentrée dernière, le nouveau secrétaire d'Etat aux universités, Jean-Pierre Soisson, ayant bloqué les finances des restaurants universitaires dans l'attente d'une réforme. Laquelle lui reste sur le bout de la langue. Comme d'ailleurs les mesures d'aide sociale et les filières mieux orientées vers des débouchés.

**Europe.** — Pour l'Europe aussi, Valéry Giscard d'Estaing est un joueur d'accordéon. Sa politique ondule entre les impératifs électoralement contraignants de l'orthodoxie gaulliste et les tentations personnelles d'une prudente supranationalité. L'accordéon, dit Littré, est un instrument de musique à soufflets et à touches qu'on tient et qu'on manœuvre avec les mains. V.G.E. est un virtuose: il gonfle le soufflet de l'indépendance nationale et appuie sur les touches européennes.

**EVRY (91000).** — Ville nouvelle qui doit curieusement à de Gaulle d'être connue des touristes et à Giscard de ceux qui ne le sont pas. En approuvant le plan d'urbanisme du Tremblay, le prédécesseur de Georges Pompidou avait contraint la société des courses de cette ville à émigrer à Evry, où le second conseil des ministres décentralisé s'est tenu le 25 février dernier.



**FAURE (EDGAR).** — Giscardiste et toujours là. Président de l'Assemblée nationale, il continue imperturbablement à cultiver la formule à l'usage des exégètes: « Je ne suis pas en désaccord avec le gouvernement... je suis d'un avis différent. » (A Antenne 2, le 3 avril 1975).

**FEMMES.** — La France a anticipé sur l'Année de la femme en créant, le 16 juillet — deux jours après le 14 — le secrétariat d'Etat à la condition féminine. L'ensemble des revendications formulées par les femmes, des partés exigées et des aptitudes invoquées aboutissent à cette définition virtuelle: femme: homme du sexe féminin.

**FEU (COIN DU).** — Une idée que l'on doit sûrement plutôt aux psychologues qu'aux romanciers de l'Elysée auxquels la mise en état de cheminées désaffectées a dû donner un surcroît de travail. Inaugurées le 20 décembre ces causeries conciliaient paradoxalement le souci d'économiser l'énergie et de mieux faire passer le courant.

**FISCALITE.** — Les médecins aiment donner leur nom à une maladie et les grands argentiers prêtent souvent le leur à un impôt, une taxe ou un impôt. Ce n'est pas le cas de Valéry Giscard d'Estaing: son long passage rue de Rivoli aura en fait marqué le début des vaines poursuites contre la fraude fiscale. Après tout, il est inspecteur des finances, ce qui prédispose aux contrôles...

(A SUIVRE).

# Réunion des partis socialistes à Latche (Landes) Mitterrand, évoquant l'absence de Mario Soares: « Nous sommes solidaires de nos camarades portugais »

Le leader socialiste portugais Mario Soares n'était pas hier, présent à la première journée de la réunion des partis socialistes de l'Europe du Sud qui se tient jusqu'au soir à Latche, dans les Landes, la propriété de François Mitterrand.

En effet, il avait fait savoir au début de l'après-midi que face à la crise politique et gouvernementale au Portugal, il ne pouvait se permettre de sortir de son pays.

Le premier secrétaire du Parti socialiste français a, dès l'ouverture, regretté l'absence de Mario Soares et souligné « l'impérieuse nécessité » pour celui-ci de se trouver dans son pays. Si M. Soares a la moindre possibilité de se rendre à Latche, il en usera, a ajouté M. Mitterrand, « mais je ne pense pas que cela serait raisonnable ».

Après avoir rendu hommage à la personnalité de M. Soares, « un symbole du combat des socialistes », M. Mitterrand a affirmé que la situation au Portugal serait « une question parmi d'autres » évoquée au cours de la réunion. « Les socialistes, a-t-il dit, sont solidaires de leurs camarades portugais. »

Ceux-ci sont non seulement représentatifs sur le plan électoral, mais également représentatifs « du combat des travailleurs et des masses ».

La réunion s'est ouverte à Latche en fin d'après-midi. A propos des rapports entre partis communistes et partis socialistes, le premier secrétaire du Parti socialiste français a indiqué: « Partis socialistes comme partis communistes sont des mouvements de masses »; les uns comme les autres entendent avoir une action vigoureuse pour que les travailleurs transforment les structures économiques et la société pour que le peuple puisse prendre.

## GUENA :

### « L'U.D.R. entend trouver le cheminement entre la sécurité et la liberté »

M. YVES GUENA, secrétaire général adjoint de l'U.D.R., a déclaré hier, devant les assises départementales de l'U.D.R. de l'Indre, à Châteauroux, que son mouvement « entendait trouver le cheminement entre la sécurité et la liberté. Il passe, a-t-il dit, par le goût de la responsabilité et du risque raisonnable ».

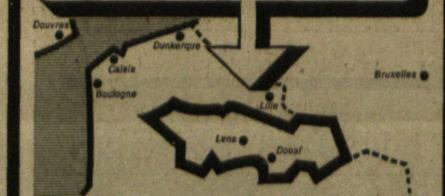
## Le Sénat adopte en le modifiant le statut du fermage

Le Sénat a adopté, hier soir, après une longue délibération, le projet portant modification du statut du fermage. Très d'une certaine d'amendements ont dû être passés au crible. Deux modifications principales ont été apportées au texte qui devra être examiné de nouveau au Palais-Bourbon.

L'exercice du droit de préemption en ce qui concerne notamment certains délaix: il est précisé qu'en cas de préemption, celui qui l'exerce bénéficie d'un délai de deux mois à compter de la date d'envoi de sa réponse au propriétaire vendeur pour réaliser l'acte de vente authentique. Passé ce délai, sa déclaration de préemption sera nulle de plein droit, quinze jours après une mise en demeure à lui, faite par acte d'huissier de justice et restée sans effet.

Remplacement de la clause de reprise triennale par une reprise annuelle qui assurera une meilleure stabilité au preneur (pour éviter les difficultés au moment des renouvellements de baux).

## Industriels... cette région vous intéresse



## LE BASSIN MINIER NORD PAS-DE-CALAIS

vous offre :

- une région ouverte sur l'Europe
- une large sélection de terrains
- une population abondante et jeune, accoutumée aux exigences de la technique industrielle
- une assistance complète.

## FOIRE DE BORDEAUX

Le Service d'Accueil des Implantations Industrielles attend votre visite au stand des Houillères du Bassin Nord-Pas-de-Calais: hall "Sociétés de Service" n° 14.

## NOUS PENSONS DÉJÀ A VOS VACANCES

Voici un aperçu de ce que nous pouvons vous offrir :

- 1<sup>er</sup> au 15 juin : LES BORDS DU RHIN ..... 1 150 F
- 1<sup>er</sup> au 15 juin : LES VILLES D'ART D'ESPAGNE ..... 1 100 F
- 1<sup>er</sup> au 15 juin : LE TOUR DE FRANCE ..... 2 100 F
- 14 au 29 juin : LA YUGOSLAVIE ..... 2 450 F
- 17 au 29 juin : LES DOLOMITES - VENISE ..... 1 580 F

Programme détaillé sur demande. Renseignements, inscriptions :

**CITRAM TOURISME**  
(Lyonne A 707)  
14, rue Fondaudou - BORDEAUX - Tél. 44.14.51  
62, cours Pasteur - BORDEAUX - Tél. 92.56.70  
Place Bouillaud - ANGOULÈME - Tél. 95.55.68  
Gare routière - ROCHEFORT - Tél. 99.01.36

**AGENCES SUD-OUEST VOYAGES**  
BORDEAUX - AGEN - ANGOULÈME - BAYONNE  
PAU - PÉRIGUEUX - LA ROCHELLE

# Épreuve de force évitée à l'X Les polytechniciens suspendent leur grève de l'uniforme et envisagent une concertation avec le ministère de la défense

C'EST la trêve à l'école polytechnique.

Hier matin, les élèves ont décidé de suspendre leur action — grève de l'uniforme, boycott de la conférence militaire hebdomadaire — la direction ayant menacé tout simplement de fermer l'X.

Assistent notamment à cette réunion: Medeiros Ferreira, représentant le Parti socialiste portugais; Felipe Gonzalez, secrétaire général du Parti socialiste ouvrier espagnol; Constanti Simitis, membre du bureau exécutif du Parti socialiste grec, et du côté français, la présence notamment de Gaston Defferre, Lionel Jospin, Gérard Jacquet et Daniel Mayer.

La réunion doit s'achever aujourd'hui.

critiquant la réforme du service militaire des X.

Les sanctions sont immédiatement arrêtées de rigueur de dix jours pour les quatre caissiers responsables (élèves élus à la K.E.S.). Deux d'entre eux s'étant déjà signalés par leur soutien à l'appel des cent, sont expédiés à la caserne Duplex, les autres étant enfermés à l'école même.

La réaction — massive — de leurs camarades n'est pas moins rapide: grève de l'uniforme. « Le rôle des caissiers est d'informer les nouveaux élèves, disent les X, même si la formulation de leur tract était maladroite ils ont simplement rempli leur fonction. »

La direction a l'habitude de ce petit genre de manifestation — la grève de l'uniforme fait un peu peur à l'école — pour autant, cette fois, la réplique est brutale: interdiction d'accès au cours en civil, dix jours d'arrêt avec menace du conseil de discipline habilité à proposer l'exclusion pour quatre nouveaux élèves choisis au hasard.

« Quand les élèves en appellent d'autres à se solidariser pour ne pas se faire punir, ils passent collectivement aux sanctions d'ordre militaire, explique le général Briquet, commandant de l'école, ce n'est pas de l'information. Si on n'oppose pas la liberté d'expression, je réponds « non, elle n'existe pas à l'armée à ce niveau là. »

Au-delà de la manière d'exprimer ses craintes, il reste que les polytechniciens ne veulent pas d'un bon statut réforme du service militaire.

## Un statut civil ?

Désormais nous devons accorder notre service avant l'entrée définitive à l'école avec les autres jeunes Français dans les pelotons d'officiers de réserve. Jusque-là nous avions un régime séparé. Être confrontés aux « fanas » des E.O.R. (élèves officiers de réserve) a accentué le caractère militaire de notre formation car la loi nous oblige à sortir de l'école au rang de sous-lieutenant. Si nous n'avons pas assez de points nous devons passer nos vacances à faire des stages dans des camps de troupe.

Les élèves ne préféreraient-ils pas un statut civil? Le général Briquet répond: « Non. Quelques-uns peuvent être, mais une fois sortis de l'école ils se rendent compte de l'utilité de l'encadrement militaire. On leur apprend à payer quand ils font de bêtises. Demain, à un poste de responsabilité, leurs fautes peuvent avoir de graves conséquences sur les braves gens. »

Certes, le régime militaire n'est pas toujours bien vu par les élèves: visites interdites, sauf les quelques soirs où fonctionnent le Ciné-Club et la boîte de nuit de l'école, sorties autorisées jusqu'à une heure du matin, cartes de laissez-passer obligatoire entre 9 h 30 et 17 heures pour quitter l'enceinte de l'école, note d'aptitude militaire (discipline) et aptitude au commandement) qui a une importance capitale pour les premières places. L'année dernière elle a fait rater le corps des mines à plusieurs étudiants.

Discipline stricte mais appliquée avec bienveillance, le régime n'est pas toujours bien vu par les élèves: visites interdites, sauf les quelques soirs où fonctionnent le Ciné-Club et la boîte de nuit de l'école, sorties autorisées jusqu'à une heure du matin, cartes de laissez-passer obligatoire entre 9 h 30 et 17 heures pour quitter l'enceinte de l'école, note d'aptitude militaire (discipline) et aptitude au commandement) qui a une importance capitale pour les premières places. L'année dernière elle a fait rater le corps des mines à plusieurs étudiants.

« Nous ne bougeons pas trop pour le règlement intérieur di-

sent les étudiants, car cela va changer avec notre démantèlement à Mussy-Palaiseau. La surveillance de la discipline sera impossible là-bas. Nous ne sommes pas satisfaits de nous exiler, mais nous faisons de la résignation constructive et essayons de forger un nouveau règlement plus souple ».

Michèle Durcy.

## GREVE DES TRAVAILLEURS DU LIVRE C.G.T.

### « SUD-OUEST » COMME SES CONFRÈRES NE PARAITRA PAS LE 27 MAI

Le Comité fédéral national de la Fédération française des travailleurs du livre C.G.T. réunit les 23 et 24 mai à ANALY la situation générale et sociale de la profession tant en labour qu'en presse.

Il s'est félicité des luttes et de la volonté des travailleurs pour faire aboutir leurs justes revendications.

Il estime qu'il est indispensable d'appeler à une action nationale afin de contraindre le patronat à une négociation générale sur les cadres, revendications déposées en janvier 1975.

En conséquence, il demande aux travailleurs du labour et de la reliure-brochure-doreure (ouvriers, employés et cadres) de manifester leur mécontentement par un arrêt de travail de 24 heures, le mardi 27 mai.

Le Comité fédéral national assure et soutient la lutte exemplaire des travailleurs du « Parisien Libéré », qui sont engagés dans un combat très dur pour défendre leurs conditions de vie, de travail, le potentiel graphique national et la liberté d'expression.

Il s'insurge contre l'atteinte très grave portée à la liberté d'expression, à l'indépendance nationale par le pouvoir qui accepte la censure d'un quotidien français à l'étranger. C'est pourquoi le Comité fédéral national appelle les travailleurs de la presse parisienne, régionale et départementale (ouvriers, employés et cadres) à une riposte énergique par un arrêt de travail de 24 heures. En conséquence, aucun journal portant la date du 27 mai 1975 ne devra paraître.

Dans un communiqué « l'Union nationale des syndicats de journalistes (S.N.J., C.F.D.T., F.O., C.G.T.), a affirmé sa solidarité aux travailleurs en lutte au « Parisien libéré » et appelé les journalistes à manifester leur solidarité active à l'occasion de la grève du Livre ».

Le Syndicat national des cadres techniques du livre a déclaré s'associer à l'appel à la grève lancé par le comité national de la F.F.T.L. (C.G.T.).

La Fédération F.O. du livre a invité ses adhérents à ne pas s'associer à la grève du 26 mai (journaux du 27).

La Fédération du livre C.F.T.C. a demandé à ses sections syndicales de « juger en fonction de la situation économique de chaque entreprise de l'attitude à adopter ».

La Fédération du livre C.F.D.T. s'associe à la Journée du 26.

## ENSEIGNEMENT

### Haby défend son projet de réforme et attaque ses détracteurs

RENE HABY a vigoureusement défendu, hier, son projet de réforme. Il a répondu à un rétorqué non moins vigoureusement les objections de ses détracteurs. Le ministre de l'éducation a prononcé ce plaidoyer devant le conseil de l'enseignement général et technique (C.E.G.T.), réuni pour donner son avis sur le projet. Celui-ci, d'ailleurs, n'a pas écouté l'appel de M. Haby puis qu'il a refusé par 23 voix contre 23 d'entamer, même la discussion à ce sujet.

Il s'agit, a déclaré le ministre, de poser la première pierre d'une réforme du système éducatif. L'avant-projet qui vous est présenté constitue la première d'une des étapes qui marqueront l'orientation de notre organisation éducative au cours des prochaines années. Il définit des objectifs et des dispositions de base qui encadreront l'élaboration de la réglementation conséquente au cours de l'année 1975-1976.

D'autres projets législatifs viendront, d'ailleurs, s'ajouter à ce texte initial pour régler certains problèmes spécifiques, notamment en ce qui concerne les catégories de professeurs et d'inspecteurs, le fonctionnement administratif, l'organisation des aides de l'Etat. Les pièces qui manqueraient au tableau seront ajoutées, prochainement dans un esprit de concertation.

M. Haby a alors prononcé un diatribe contre les détracteurs du projet :

« Ce projet serait, paraît-il, du vent, un projet vide, je serais alors tenté de demander pourquoi

tant de communiqués, voire de menaces de grèves depuis une semaine, pour du vent ? », a-t-il lancé.

« Projet vide ? a poursuivi le ministre, dois-je procéder à une explication de texte pour souligner ce que cette loi comporte de nouveau en réalité ? »

« Affirmer l'association fondamentale de la famille et de l'école dans l'œuvre d'éducation, est-ce si inutile ? Est-ce inutile de mentionner pour la première fois dans un texte de loi l'obligation, pour l'école élémentaire, d'adapter au rythme de chaque enfant la durée des apprentissages fondamentaux ? Est-ce du vent que de supprimer les filières dans les collèges de créer ainsi pour la première fois en France un tronc commun de quatre années de formation ? Affirmer par la loi l'intégration complète des formations techniques et professionnelles dans la culture secondaire, cela aussi est-il dénué d'importance ? Imposer pour la première fois dans une loi l'obligation de prévoir, dans les écoles et collèges, un soutien pédagogique au profit des élèves en difficulté, est-ce sans signification ? Est-ce du vent que de créer pour la première fois en France des comités de parents dans chaque école élémentaire ? »

« En fait, a conclu le ministre, trop de polémiques inutiles, trop de procès d'intention, trop d'attaques personnelles, ont marqué les semaines et les mois qui viennent de s'écouler. Le pays est las de ces joutes et il sera satisfait qu'un premier pas essentiel soit franchi au Parlement, en juin prochain. »

## MORENE 21, Intendance, Bordeaux VACHERON ET CONSTANTIN

## L'agenda politique

● ELECTION PARTIELLE A CASTRES. ● REUNION DES CLUBS « PERSPECTIVES ET REALITES ». ● RELANCE DE L'ASSOCIATION « PRESENCE DU GAULLISME ».

## L'ANCIEN ministre Jacques Limouzy

Limouzy espère retrouver, dès demain soir, son siège de député de Castres (Tarn), candidat unique dans la majorité, apparaît en bonne position car il a su rappeler qu'il était capable grâce à ses relations de trouver des solutions pour endiguer une grave crise économique. Le maire de Castres peut bénéficier, également, de la méfiance des candidats du programme commun. En effet, le Parti socialiste avec Michel Tournier, le Mouvement des radicaux de gauche avec Bernard Raynaud, le Parti communiste avec Jean Ort, sollicitent les suffrages d'une circonscription modérée. Arlette Laguilher, ancienne candidate à l'Elysée est représentée dans cette bataille locale par Chantal Gauquiel.

Ces primaires, pour la gauche, ont provoqué des réactions d'incompréhension mais chacun, tout en affirmant ses « bonnes intentions » pour le second tour, a estimé utile de compter ses voix au premier.

Il sera intéressant de voir si la poussée socialiste qui avait été remarquable aux élections législatives partielles de l'automne dernier subsiste avec la même vigueur à la fin du printemps.

## ES clubs « Perspectives et réalités »

réalité » Expositions aujourd'hui leur convention nationale au Parc des Ternes de la porte de Versailles, à Paris, sous la présidence de Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances.

Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, interviendra lors de l'ouverture des débats. Le thème général de la convention est « Changer la France ». Trois thèmes seront traités successivement des thèmes sur lesquels les clubs souhaitent voir porter le changement: « Changer les relations avec le tiers monde », « Changer l'administration », « Changer la vie politique ».

Jean-Pierre Fourcade fera la synthèse des propositions des clubs et des débats et fixera les grandes orientations du travail pour l'année en cours. Les membres des clubs « Perspectives et réalités », au terme de cette journée, doivent apparaître plus que jamais comme les cadres responsables du gaullisme.

L'ASSOCIATION « Présence du gaullisme », créée en mai 1969, au lendemain du départ du général de Gaulle vient de relancer son action. Un communiqué souligne: « Que les prises de position du président de la République, notamment en matière d'indépendance nationale, justifient notre fermeté à défendre nos principes. C'est pourquoi les gaullistes, repoussant l'immo-rable recadrage, les problèmes de notre temps les solutions conformes à la philosophie dont ils se réclament. Ils restent fidèles au destin que Charles de Gaulle a choisi pour la France. L'amical parlementaire « Présence et action du gaullisme », quant à elle, a décidé en raison de « l'absence de divergences essentielles entre le gaullisme et la politique du gouvernement », de se plus se réunir avant l'automne.